

Notes de lecture 18

novembre 2013

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

La gauche n'a plus droit à l'erreur Chômage, précarité, crise financière : arrêtez les rustines !

Michel Rocard, Pierre Larrousurou

(Flammarion, janvier 2013, 365 pages, 19 €)

(notes de lecture de J-P Allétru)

C'est un cri d'alarme que poussent Michel Rocard et Pierre Larrousurou.

Et ils ont le grand mérite d'oser mettre l'accent sur l'impérieuse nécessité d'une réduction du temps de travail.

Records de chômage... 43 % des hommes jeunes sont au chômage dans les quartiers sensibles... générations sacrifiées ... 60 % des Français redoutent de se retrouver un jour à la rue...

C'est de notre humanité qu'il s'agit, et pas seulement de PIB et d'économie. Dans une société qui –globalement – n'a jamais connu une telle abondance, comment accepter que se côtoient dans les mêmes quartiers des citoyens qui survivent avec 450 € par mois et d'autres qui gagnent 400 fois plus et ne savent pas quoi faire de leur richesse ?

Et dans la zone euro ? En Allemagne, baisse de 8 % des commandes industrielles sur un an ; en Espagne, le nombre de faillites atteint un sommet ; plombée par l'austérité, l'Italie s'enfoncé dans la récession ; la dette totale de la Grande Bretagne est supérieure à 900% du PIB...

Et le Japon ? en crise depuis vingt ans ! Et les Etats-Unis ? une dette totale de 365 % du PIB, bien au-delà de celle de la crise de 1929 ! Et la Chine ? la bulle immobilière est deux fois plus grosse que celle des Etats-Unis en 2007, et elle vient d'éclater ; par ailleurs, en quinze ans, la Chine aura multiplié par six son budget militaire...

Si le scénario le plus optimiste est celui d'une crise de vingt ans qui amène à une explosion sociale et à une possible arrivée au pouvoir en Europe de partis d'extrême droite et si l'autre scénario, que nul ne peut totalement exclure, amène au déclenchement d'une troisième guerre mondiale, il est de notre responsabilité à tous de tirer la sonnette d'alarme et d'agir avec force pour **construire un nouveau modèle de développement** avant que l'ancien ne s'effondre.

Il faut d'abord **poser le bon diagnostic**.

Le matin , les marchés demandent des plans d'austérité (la dette publique atteint un niveau très élevé) ; l'après-midi, ils demandent un plan de relance (les ventes de voitures s'effondrent en Europe). Comment faire en même temps des plans de relance et des plans d'austérité ? « On a fait une perfusion à un malade qui a une hémorragie interne », affirmait Joseph Stiglitz fin 2008 en parlant des multiples plans de relance mis en place à travers le monde pour maintenir, un semblant de croissance. Où est l'hémorragie ? **Pourquoi nos pays sont-ils devenus addict à la dette ?**

Une bonne nouvelle : **pendant trente ans, il n'y a pas eu besoin de dette pour nourrir l'économie américaine**. Un graphique de la Réserve fédérale donnant le niveau de la dette totale aux Etats-Unis depuis 1952 (dette des collectivités + dette de l'Etat fédéral + dette des familles + dette des entreprises, hors dette du secteur financier) montre que, de 1952 à 1981, celle-ci est resté stable (de l'ordre de 130 % du PIB), mais elle s'est mise à grimper allégrement depuis, pour atteindre des sommets.

Jusqu'en 1981, les Etats-Unis fonctionnaient avec un compromis fordiste (du nom du constructeur automobile Henry Ford) : c'est quand tous ont un travail et un bon salaire que l'économie connaît la croissance la plus forte.

En 1914, Henry Ford avait porté le salaire à 5 \$ par jour (alors que beaucoup ne recevaient jusque là que 2,34 \$ par jour travaillé). En 1926, constatant l'importance des gains de productivité, il décide de passer à la semaine de cinq jours sans baisser les salaires. Les autres patrons ne suivent pas : le partage déséquilibré des gains de productivité fut une des causes de la crise de 1929...

Mais après la Seconde Guerre mondiale, dans tous les pays, se mettent en place des règles collectives assurant une juste répartition des revenus et des gains de productivité. Le succès des Trente Glorieuses, ces trente années

de prospérité sans augmentation du stock de dette, s'explique par la **régulation fordiste**, complétée par celles de **Beveridge** (garantie d'un revenu, même en l'absence d'emploi –chômage, maladie, retraite...) et de **Keynes** (nécessité de l'intervention de l'Etat, par la politique budgétaire, la fiscalité, ou la politique monétaire).

C'est à partir de l'arrivée de Ronald Reagan que la dette augmente. Les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. La dérégulation et la précarité du marché du travail amènent de nombreux ménages états-unis à s'endetter pour maintenir leur pouvoir d'achat. Les autres pays occidentaux suivent la même politique. La part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises passe de 67,3 % à 57,3 %, entre 1976 et 2006, dans les pays de l'OCDE.

Partout, une part croissante de la richesse est captée par un très petit nombre de personnes. « Le capitalisme est en train de s'autodétruire », tel est le titre d'un livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard. L'enclenchement fatal des années 1920 s'est reproduit dans les années 2000. Des sommes astronomiques quittent l'économie réelle pour aller vers la sphère financière.

L'Europe s'est épuisée pendant des mois à trouver 130 milliards pour sauver la Grèce, puis 100 milliards pour aider les banques espagnoles, alors que la fortune cumulée des 0,2 % les plus riches de la planète est estimée à 42 000 milliards !

La voilà, « l'hémorragie » que cherche Stiglitz : c'est la baisse de la part des salaires, qui rend nécessaire toujours plus de dette pour maintenir en vie l'économie.

La question de la dette des Etats est évidemment très importante, mais au lieu de bloquer les retraites et de couper dans le financement de la santé ou de l'éducation comme on le fait dans certains pays, ne faut-il pas au contraire **utiliser tous les leviers fiscaux possibles pour récupérer une bonne part de la « dette des marchés »**, ces 150 % du PIB que les plus riches doivent aux peuples de nos pays, si on considère que la partage entre salariés et actionnaires était juste et efficace dans les années 1960 et 1970 ?

Les racines de la crise financière, c'est trente ans de chômage et de précarité. C'est à cause du chômage que la part des salaires a tant diminué (les salariés perdant de leur pouvoir de négociation). C'est à cause du chômage que nos économies ont tant besoin de dettes.

Contrairement à ce que disent bien des discours ambiants, il n'y aura pas de sortie de crise sans priorité à la justice sociale.

Mais le nouveau modèle de développement à construire doit être durable. Nous savons, au moins depuis 1972 (rapport Meadows, Club de Rome) que les ressources de la planète sont limitées, et que les diverses pollutions en viennent jusqu'à menacer gravement notre niche écologique. Déchets de tous ordres (par exemple, le mercure), ressources halieutiques en baisse, raréfaction de l'eau douce, élévation du niveau des océans... A quoi s'ajoute le changement climatique, mis en évidence dans les années 1980.

« Il est insensé, dans une pareille situation, *ajoutent les auteurs dans un paragraphe contestable*, de voir le mouvement écologiste continuer, par refus inconditionnel du nucléaire, à nous renvoyer vers le gaz, le pétrole et surtout le charbon. Naturellement, le nucléaire est dangereux, mais beaucoup moins que le charbon ou le pétrole. Il ne produit pas d'effet de serre. Ni l'éolien ni le photovoltaïque ne sont techniquement prêts à produire les milliards de kilowatts nécessaires à des coûts acceptables. Il faut donc accélérer la recherche dans ces domaines et investir massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, mais aussi améliorer la transparence dans nos centrales et aborder sereinement le débat sur l'avenir du nucléaire. »

Un court chapitre tord le cou au **prétendu « modèle » Schröder** (*on lira avec intérêt, sur ce point, l'ouvrage de Guillaume Duval : Made in Germany, le modèle allemand au-delà des mythes*). La réforme Hartz IV a favorisé la multiplication des petits boulots. Dans la décennie 2000 – 2010, alors que la France créait 2 millions d'emplois à temps plein, l'Allemagne créait 2 millions d'emplois à temps partiel ; et 80% des actifs ont perdu du pouvoir d'achat, le salaire médian a baissé de 7,4 %. L'industrie allemande vole des parts de marché à la France et à l'Italie en baissant ses propres salaires.

La question de la convergence européenne est évidemment fondamentale. En 2000, les dirigeants français ont loupé le coche en ne saisissant pas la proposition de Joschka Fischer de construire une Europe politique. En 1997, tous les syndicats allemands demandaient une réduction du temps de travail à 32 heures. « Hélas, après l'expérience française des 35 heures, Hartz et Schröder ont estimé qu'une réduction collective du temps de travail n'était pas « vendable » politiquement (...) et comme les dirigeants français avaient fermé la voie à une Europe politique, ils ont décidé de faire cavalier seul et d'engager l'Allemagne dans le dumping social ».

La croissance ne va pas revenir. Les plans de relance, aussi colossaux soient-ils, n'y changeront rien, le Japon, les Etats-Unis, en font l'illustration.

C'est une vraie révolution. Nous avons été habitués à confondre croissance et progrès, croissance et justice sociale, croissance et financement des services publics. Ce ne sera plus jamais le cas. Pourquoi ? L'invention du microprocesseur a permis des gains de productivité faramineux.

Si, dans les « années Jospin », le nombre réel de chômeurs a diminué de 500 000, c'est avant tout grâce aux emplois-jeunes et aux 35 heures.

Pour **éviter la récession** qui menace, les auteurs avancent un certain nombre de propositions : court-circuiter les banques privées pour financer l'essentiel des dettes publiques ; créer un impôt européen sur les dividendes (le taux d'impôt sur les bénéfices des entreprises n'est que de 25 % en moyenne en Europe, contre 40 % aux Etats-Unis) ; oser une vraie « révolution fiscale » (selon le modèle proposé par Thomas Piketty) ; lutter radicalement contre les paradis fiscaux ; sécuriser les salariés (partager le travail plutôt que licencier) ; prolonger l'indemnisation des salariés au chômage ; séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires ; créer une vraie taxe sur les transactions financières ; obliger la Chine à respecter les conventions sociales qu'elle a signées (à défaut, l'Union européenne sera fondée à établir des taxes aux frontières pour rétablir un échange juste).

Créer de nouvelles activités est tout à fait possible en répondant aux besoins fondamentaux de nos concitoyens : investir massivement dans le logement (ce qui fera baisser les loyers : nous payons en moyenne 12,4 €/m² en France, contre 8,4 en Allemagne) ; imposer des travaux de mise aux normes d'isolation thermique avant de vendre ou de louer un bien immobilier, proposition de JM Jancovici et A Grandjean, ce qui permettra 1 000 € d'économie d'énergie par an et par ménage ; développer les énergies renouvelables (350 000 emplois en Allemagne), en amorçant la pompe grâce à un financement européen ; créer un Service civil européen ; réparer, recycler, réutiliser ; développer l'économie sociale et solidaire ; valoriser les activités non marchandes (réseaux d'échanges de savoirs, monnaies locales) ; encourager la création d'entreprises ; développer une agriculture durable...

Mais surtout, il faut mieux partager les gains de productivité colossaux que nous avons réalisés depuis quarante ans. Si nous avions baissé notre temps de travail de 40 %, le chômage serait resté au niveau de 1970.

La durée réelle de travail a baissé de 4 % entre 1997 et 2002, mais depuis 2002, la droite a réussi à annuler presque toute la baisse. La durée réelle de travail est revenue à 39 heures pour un salarié à temps plein.

Au lieu de profiter à tous, les gains de productivité, fruits de l'effort de tous, débouchent sur un chômage massif pour certains et sur une stagnation des salaires et un stress croissant pour d'autres.

Il faut relancer le débat sur le temps de travail. Cela suppose de faire le bilan des 35 heures. Avec la loi Robien comme avec la première loi sur les 35 heures, l'entreprise n'avait pas d'exonération si elle ne créait pas un minimum d'emplois. Hélas, avec la deuxième loi sur les 35 heures, on a donné 70 milliards de francs d'exonération, mais on ne demandait aux entreprises aucune contrepartie en emplois ! La réduction du temps de travail, de l'ordre de 4 %, a créé presque 350 000 emplois. Si la baisse de la durée réelle était 4 ou 5 fois plus forte, les créations d'emplois ne seraient-elles pas, elles aussi, 4 ou 5 fois plus importantes ?

La semaine de quatre jours, c'est déjà une réalité dans plus de 400 entreprises. C'est la voie à suivre. « La République, disait Jaurès, c'est la société où chacun a le temps et la liberté pour agir en citoyen ».

Il faut aussi réformer les institutions européennes. Avec le système intergouvernemental actuel, la paralysie est assurée, ce sont les technocrates ou le marché qui font la loi. Alors que si on adoptait un régime parlementaire, comme le proposaient les Allemands en 2000, il y aurait non plus un combat entre nations, mais un débat politique tranché dans un Parlement. Le gouvernement européen n'interviendrait que sur les questions sur lesquelles un pays isolé n'a plus vraiment de souveraineté : défense, diplomatie, monnaie, recherche, sécurité intérieure, environnement, régulation de la mondialisation... Tous les cinq ans, les élections européennes seraient l'occasion de vrais débats politiques. Il faut en outre **imposer un vrai traité social européen**, avec des critères sociaux de convergence, qui oblige les 27 Etats membres à converger « vers le haut » en matière sociale comme ils ont su converger vers le haut en matière économique grâce aux critères de Maastricht.

Courrier des lecteurs

O.D. répond à la précédente note de lecture, consacrée à l'ouvrage de Guillaume Duval, *Made in Germany* « parlons-en, de l'Allemagne » : oui, à commencer par le fait qu'ils n'ont pas d'école maternelle, mais des jardins d'enfants, et que c'est vraiment mieux pour les gamins.

J.C.M. : Au premier coup d'oeil : très bonne analyse.

Le moindre travail des femmes peut expliquer en partie le moindre taux de chômage en Allemagne ("chômeuses" non inscrites, par choix d'élever les enfants). Ceci a aussi des effets sur l'embrigadement scolaire précoce qui imprègne fortement les mentalités en France (y compris la contestation de notre système de sélection outrancier et pernicieux).

On peut compléter avec les analyses d'Emmanuel Todd qui classe l'Allemagne (avec le Japon) dans les sociétés où tout l'héritage revient à l'aîné, d'où la dévotion au patrimoine (qui est dispersé en France à chaque génération), et l'esprit discipliné.

Il est vrai que les Français s'exportent peu. Quelques dizaines de milliers au Canada. Un million au Maghreb, pendant moins d'un siècle, dont ils se sont fait expulser.

Rien à voir avec la colonisation de peuplement aux Amériques (par les anglais, irlandais, portugais, espagnols, italiens...) où, comme disait Voltaire : les Européens ayant exterminé les Indiens (qui ne se laissaient pas volontiers asservir) ont du importer des esclaves africains (continent où l'esclavage est une tradition millénaire) pour les remplacer afin de mettre la terre en valeur. Ni avec la colonisation de peuplement que l'Europe subit et/ou encourage (sujet central des débats politiques actuels). L'Europe aurait grand tort à vouloir se comparer aux Etats-Unis, qui est un peuple de génocidaires ayant réussi et qui se permet de donner des leçons de morale au reste du monde.

En outre, le fait que les cadets en Allemagne étaient obligés d'aller chercher fortune ailleurs a développé l'esprit d'entreprise. C'était la même chose en France dans la noblesse sous l'ancien régime. Les "cadets de Gascogne" étaient réputés pour leur intrépidité (aujourd'hui on dirait qu'ils avaient la fibre entrepreneuriale). C'est un peu la même chose dans la culture anglo-saxonne (les enfants sont priés de faire leurs preuves, sans trop compter sur les parents). Et les conquistadors étaient le produit d'une surpopulation des nobles hidalgos.

Finalement ces maudits Français ont une longue tradition d'assistanat, comme une passion pour l'égalité des positions (qui n'est pas l'égalité des chances). Un pays où il fait trop bon vivre est mal armé dans la guerre économique. Les Allemands tiennent leur revanche sur le traité de Versailles après avoir obtenu la réunification...
A quand la paix (la vraie) ?

La précédente note de lecture peut être lue sur <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2225>